21 mars 2018 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Transcription de la déclaration de presse conjointe d'Emmanuel Macron avec le Premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

La Haye – Mercredi 21 mars 2018

LE PRESIDENT : Merci beaucoup, Monsieur le Premier Ministre, cher Mark RUTTE. Je me réjouis d'être ce soir aux Pays-Bas aux côtés du Premier ministre Mark RUTTE et je le remercie pour son accueil et sa disponibilité, tout particulièrement un jour d'élection. Je suis très sensible à cette marque d'amitié et très heureux que nous ayons ainsi l'opportunité d'échanger en cette journée.

J'ai été très touché également par l'accueil que m'a réservé, plus tôt, le roi Willem-Alexander. Nos deux pays entretiennent en effet des relations très étroites sur tous les plans. J'aurais souhaité venir aux Pays-Bas plus tôt encore, mais dès les premières semaines de mon mandat, le Premier ministre RUTTE m'a rendu visite, à deux reprises, et je suis donc très heureux de pouvoir être ce soir à La Haye pour confirmer cet attachement et cette relation très forte qu'il y a entre nos deux pays.

Cette relation, elle se fonde d'abord sur des valeurs partagées, vous l'avez dit, une coopération très forte et un engagement sur les grands sujets internationaux.

Cet engagement, c'est aussi celui que j'ai voulu manifester, il y a quelques heures, en arrivant ici aux Pays-Bas et en me rendant dès cet après-midi à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques dont le siège est à La Haye. J'ai pu m'entretenir avec son Directeur général, et apporter à cette institution tout le soutien de la France, qu'il s'agisse de la situation en Syrie - l'OIAC conduit un travail exemplaire que nous soutenons pleinement -, comme de ce qui s'est passé à Salisbury au Royaume-Uni, comme vous venez de le rappeler. Depuis lundi dernier, l'OIAC a apporté sa contribution et sa coopération à nos amis britanniques auxquels je veux ici redire toute la solidarité de la France, et nous aurons l'occasion, là aussi, d'en parler de manière coordonnée au niveau européen, mais il est clair que ce qui s'est passé au Royaume-Uni ne peut rester sans réponse, et le travail de l'OIAC s'inscrit pleinement dans ce partage de la manifestation de la vérité.

Ce travail en commun au niveau international, c'est aussi celui que nous conduisons dans de nombreuses instances, et en particulier au Conseil de Sécurité des Nations Unies où vous siégiez cette année et que vous présidez ce mois-ci, vous venez de le rappeler. Pour ne citer que quelques exemples, nous sommes côte à côte dans la lutte contre le terrorisme, la coalition contre Daesh, au Mali, en Syrie et en Irak.

Nous partageons des ambitions communes en matière de développement, d'éducation et peut-être plus encore de transition écologique, et cet engagement pour le climat est aussi un moteur de nos engagements conjoints sur le plan international comme sur le plan européen ; nous aurons l'occasion d'en reparler ce soir, également de travailler ensemble dans les prochaines semaines et les prochains mois.

La relation bilatérale entre nos deux pays, qu'il s'agisse de relations économiques, de relations culturelles, sportives, sectorielles, est extrêmement forte, et je crois pouvoir dire ici que nous allons continuer, et l'un et l'autre, à nous attacher à la faire vivre, ce que nous avons déjà commencé à faire, mais elle se traduit tout particulièrement dans notre engagement européen.

Nos échanges, qui se poursuivront plus tard ce soir, portent ainsi sur les nombreux thèmes de l'agenda européen, nous avons beaucoup à faire et à partager ensemble : l'urgence climatique, que j'évoquais, la réponse à la crise migratoire et au défi de l'accueil et de l'intégration des réfugiés, les questions d'innovation, l'approfondissement de la défense européenne, le numérique à la fois dans la création d'un marché commun et dans un mécanisme de taxation adapté, compatible avec notre volonté d'être compétitifs et attractifs, la convergence sociale ou encore les enjeux du commerce international où il nous faut en effet apporter une réponse coordonnée et nous assurer que, là aussi, nous faisons respecter un ordre international auquel nous croyons, sans surenchères, mais sans faiblesses.

Nous aborderons aussi la question de la réforme de la zone euro, et je crois pouvoir dire sur ce sujet, que je suis

convaincu que nous trouverons les voies et moyens d'avancer sur cette route. Je sais tous les débats qui, ces dernières années ou ces derniers mois, ont pu naître dans votre pays, sur le sujet de la zone euro. Je sais aussi l'attachement profond de votre pays à la zone euro.

Pour être crédible et avancer dans ce domaine, il faut d'abord être responsable et faire ce qui relève de chaque pays. C'est ce que la France, depuis le mois de mai dernier, fait, à travers plusieurs réformes qui ont été soit d'ores et déjà votées et ont commencé à être appliquées, soit sont en train d'être votées. Et c'est le préalable indispensable.

Le deuxième, c'est d'avoir une politique de responsabilité par rapport à nos engagements européens. Et là aussi, c'est ce à quoi nous nous attachons sur le plan financier et budgétaire.

Et c'est ensuite de savoir retrouver, qu'il s'agisse de l'Union bancaire ou du fonctionnement de la zone euro, les termes mêmes des accords politiques qui ont conduit à créer ces instances, et à créer cette démarche commune. Vous l'avez très bien dit naguère, Monsieur le Premier Ministre, « a deal is a deal », comme on dit en néerlandais. Et donc ça veut dire qu'il ne faut pas simplement travailler sur un des aspects de cette zone euro, mais sur l'ensemble de ces derniers, et donc à la fois conduire les réformes au niveau national, nous attacher à la responsabilité, mais aussi à l'indispensable solidarité qui doit s'appliquer dans une zone monétaire, c'est-à-dire avoir une politique aussi de convergence économique et sociale, de plus grande intégration, et donc des mécanismes qui permettront à la zone euro de passer une nouvelle étape.

Sur ce sujet, nous allons travailler ensemble, parce que je crois que nous sommes l'un et l'autre convaincus que le statu quo ne peut être une option, et sur l'Union bancaire, nous avons défini des mécanismes qui doivent maintenant être pleinement décidés pour être appliqués ; et pour ce qui est de la zone euro, nous devons aller vers une reconfiguration, un redémarrage clair mais qui suppose de construire ensemble les convergences.

Je considère que la relation avec les Pays-Bas est une relation stratégique. Parce que votre pays est un des membres fondateurs de l'Union européenne et de la zone euro ; parce que votre pays est engagé dans cette vision que nous avons en termes de valeurs, de défense des libertés mais aussi d'attachement à un monde ouvert, équilibré, et parce que nous avons à traverser la même période difficile lorsqu'on voit ces valeurs remises en cause par nombre de puissances, et parfois menacées.

C'est pourquoi nous sommes côte à côte sur chacun de ces combats, et c'est pourquoi je le sais, nous arriverons à trouver ce chemin de passage qui nous permettra, pour l'Union européenne et la zone euro, de prendre ensemble les bonnes décisions.

En tout cas, c'est dans cet esprit que je suis présent aujourd'hui, pour trouver la bonne conjugaison entre mon discours de La Sorbonne et votre discours de Berlin. Je crois que nous sommes attachés à des fondamentaux que j'avais proposés dès le mois de mai dernier, cette Europe qui protège, et je voulais vous remercier du soutien très important que vous avez apporté à cette idée, qu'il s'agisse d'ailleurs de la lutte contre les excès du travail détaché, ou d'une politique commerciale beaucoup plus rigoureuse que nous avons défendue.

Et donc c'est cet agenda que nous allons construire ensemble, parce que quand nous arrivons à construire ensemble, les choses avancent.

Donc merci, Monsieur le Premier Ministre, cher Mark, pour votre invitation et pour, en un jour d'élection dont je sais toute la charge et les contraintes, avoir eu l'amitié de dégager du temps pour que nous puissions travailler ensemble.